

**COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALES****COMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN**

du

van

MARDI 11 JANVIER 2011

DINSDAG 11 JANUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 21 par M. Yvan Mayeur, président.

01 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'augmentation des cotisations sociales en vue de préserver le premier pilier" (n° 1185)

01.01 Karolien Grosemans (N-VA): On cherche activement des moyens d'assurer la viabilité du régime de pension. Les cotisations sociales patronales seront-elles majorées? Toutefois, l'augmentation des coûts salariaux réduira encore la compétitivité des entreprises belges.

01.02 Michel Daerden, ministre (*en français*): J'ai un problème de principe avec la plupart des questions posées.

Nombre de ces questions ont été soulevées dans le Livre vert. Le Livre blanc devrait apporter des propositions de réponses et de solutions. La démission du gouvernement m'empêche cependant de réunir la Conférence nationale des pensions.

(*En néerlandais*) Étant donné que le gouvernement est en affaires courantes, il m'est aujourd'hui impossible d'exprimer une opinion politique en son nom.

(*En français*) Je respecte le travail parlementaire. Je précise qu'il s'agit de positions strictement personnelles qui n'engagent en rien le gouvernement ni mon parti. Mais quelle position adopter en période d'affaires courantes?

J'en arrive aux dispositions relatives à la sauvegarde du premier pilier de pensions.

(*En néerlandais*) Les revenus du patrimoine mobilier et immobilier doivent, davantage qu'aujourd'hui, contribuer à notre système de sécurité sociale.

(*En français*) Les cotisations sociales sur les revenus du travail, idéalement, ne doivent pas augmenter. Mais il convient de combattre la fraude sociale partout où elle se trouve. Le travail au noir alourdit indirectement le coût du travail régulier en n'apportant pas son dû à l'effort de solidarité.

(*En néerlandais*) En matière de sécurité sociale des salariés et des indépendants, entre 33 et 40 % des recettes de la gestion globale proviennent des impôts. La lutte contre la fraude fiscale constitue dès lors l'instrument par excellence pour renforcer la solidarité à l'avantage des pensions légales.

(*En français*) Je pense que le deuxième pilier doit être généralisé à tous les travailleurs, mais le troisième pilier ne devrait plus bénéficier des mêmes réductions fiscales qu'aujourd'hui, ce qui rapporterait quelques centaines de millions d'euros pour financer le premier ou le deuxième pilier.

Via une réforme du financement du Fonds de vieillissement, il faudrait accumuler les prochaines années l'argent qui permettrait de lisser le coût du vieillissement démographique sur les pensions. En restant actifs plus longtemps, les travailleurs de 55 ans et plus manifesteraient, me semble-t-il, une forme de solidarité intergénérationnelle. Voilà quelques réflexions personnelles.

01.03 Karolien Grosemans (N-VA): Je suis déçue que le ministre ne soit jamais présent aux réunions de commissions. Et pour une fois qu'il est présent, il déclare qu'il ne peut pas répondre aux questions.

01.04 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Je n'ai jamais dit cela.

Le **président:** Il y a quelques semaines, nous avons consacré toute une journée à la problématique des pensions avec des experts et à l'examen du Livre vert du ministre. Le gouvernement est aujourd'hui en affaires courantes. Nous ne pouvons pas faire beaucoup plus à l'heure actuelle.

01.05 Karolien Grosemans (N-VA): Le ministre ne veut pas s'exprimer pour son parti ou pour le gouvernement mais donne son avis personnel. Il ne veut pas augmenter les coûts salariaux parce que la lutte contre la fraude sociale rapportera suffisamment. Il ne répond toutefois pas à ma question.

L'incident est clos.

02 Question de M. Raf Terwingen au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'incertitude quant à l'interprétation du terme 'travailleur' mentionné dans l'article 5, § 7, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 concernant la pension des travailleurs frontaliers" (n° 1196)

02.01 Raf Terwingen (CD&V): Les travailleurs frontaliers peuvent bénéficier d'une pension de travailleur frontalier s'ils ont la nationalité belge et s'ils ont fourni des prestations dans le régime des travailleurs salariés. Certains se sentent toutefois discriminés parce que seuls les travailleurs qui possèdent un statut conformément à l'arrêté royal du 23 décembre 1996 peuvent demander une pension de travailleur frontalier. Cette situation pose problème, notamment parce que certains termes, comme celui de travailleur, ont une autre acception aux Pays-Bas et en Belgique. Comment le problème peut-il être résolu?

02.02 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Quelqu'un qui a travaillé comme fonctionnaire ou comme indépendant aux Pays-Bas ne peut pas prétendre à la pension de retraite d'un travailleur transfrontalier. Seuls les travailleurs salariés y ont droit.

(En français) Cette période est prise en considération pour une pension de travailleur salarié. La période de travail comme fonctionnaire ne peut pas être prise en compte. En cas de doute, l'ONP se base sur les contrats de travail.

L'ONP paye plus de 60 millions d'euros aux travailleurs salariés frontaliers sans pour autant qu'une cotisation ne soit versée à la sécurité sociale belge. Nous ne connaissons pas le nombre de fonctionnaires travaillant aux Pays-Bas et résidant en Belgique. Avant l'instruction de la pension, l'ONP n'est pas au courant de la carrière étrangère des futurs pensionnés. Une instruction de pension est donc nécessaire dans le pays étranger.

Durant la présidence du Conseil des ministres de l'UE, j'ai attiré l'attention de mes collègues sur les échanges de données automatisés au niveau européen.

(En néerlandais) Différents bureaux de l'Office national des pensions – par exemple celui de Hasselt – entretiennent des contacts avec des organismes étrangers d'assurances sociales pour pouvoir informer le mieux possible les travailleurs et les retraités et ces initiatives doivent être encouragées.

Je transmettrai la demande de M. Terwingen à la Conférence nationale des pensions.

02.03 Raf Terwingen (CD&V): Le ministre souligne que les travailleurs frontaliers perçoivent une pension belge sans avoir versé de cotisations sociales. Je suppose qu'il y a des interactions entre les pays et que la

question doit être examinée à l'échelon européen.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Miranda Van Eetvelde au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la constitution de droits à la pension pour les médecins (spécialistes) et le plafond de cumul de pensions et de revenus professionnels" (n° 1582)

03.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Pour un médecin-spécialiste, il est impossible *de facto* de bâtir une carrière complète de 45 ans. Les années d'étude ne peuvent intervenir dans le calcul des pensions que lorsque les années d'étude après 20 ans sont entièrement régularisées.

Comme le ministre justifie-t-il que des périodes d'inactivité pour cause de chômage soient intégrées au calcul des pensions, alors que les périodes d'activité dans le cadre de la formation, pour lesquelles des cotisations de sécurité sociale sont tout de même versées, ne sont pas intégrées au calcul des pensions? Le ministre est-il favorable à une adaptation? Que pense-t-il d'un élargissement du plafond des revenus dans le cadre d'un cumul avec une pension ou une pension de survie?

03.02 Michel Daerden, ministre (en français): La partie technique est facile pour moi, mais c'est à la fin que cela me pose quelques difficultés.

(En néerlandais) En principe, les médecins-spécialistes en formation sont soumis à un statut social incomplet. Ils versent des cotisations depuis juillet 2009 et sont assurés contre la maladie, l'invalidité et bénéficient des allocations familiales pour travailleurs salariés. Aucune cotisation n'est retenue en matière de pension et aucun droit à la pension n'est dès lors constitué.

(En français) Un médecin spécialiste en formation, pas de cotisations de pension! La seule manière de régulariser cette période dans le régime des salariés consiste à régulariser les cotisations dans les dix ans après la fin de la formation. Cela ne va pas, puisque les indépendants peuvent régulariser leurs cotisations jusqu'à la veille de leur pension. J'ai donc demandé à l'ONP de réfléchir à une harmonisation des régimes.

Par ailleurs, il y a la majoration du plafond de cumul: je suis favorable à une augmentation du montant des revenus professionnels qui peuvent être cumulés avec une pension. Avant ou après 65 ans? Cela mérite réflexion, mais je plaide pour qu'on puisse augmenter le travail autorisé.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la réforme du troisième pilier de pension" (n° 1044)

04.01 Karolien Grosemans (N-VA): Les propositions du ministre relatives à une réforme du troisième pilier du régime des pensions sont fondées sur plusieurs hypothèses, à savoir que la suppression du régime fiscal avantageux de l'épargne-pension aboutira à une baisse de l'épargne-pension, que les ménages dépenseront plus facilement cet argent et qu'il résultera de ce phénomène que les autorités publiques parviendront à financer plus facilement le premier pilier des pensions par le biais des impôts. Il affirme également que l'argent actuellement épargné par les ménages pour leur pension est soustrait au circuit économique. Le ministre pourrait-il étayer ces affirmations?

04.02 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Le troisième pilier ressortit au champ d'application de l'épargne individuelle et celle-ci bénéficie à l'heure actuelle d'un soutien trop généreux par la déduction fiscale. Nous pourrions récupérer ces moyens au profit des premier et deuxième piliers des pensions.

(En français) Un système moins subsidié risque de diminuer l'attrait du citoyen.

Permettez-moi de me référer au document du 11 septembre 2009 du ministre des Finances, en réponse à une question relative au coût du troisième pilier. En 2007, le système aurait coûté 648 millions d'euros et

rapporté 178 millions. Mais si l'on n'analyse qu'une seule année, on ne tient pas compte de la différence entre le moment où les recettes sont perçues et les exonérations fiscales.

Ce sont bien souvent les hauts revenus qui profitent de ces avantages fiscaux. De surcroît, le système fait en sorte que plus vos revenus sont élevés, plus vous bénéficiez d'avantages fiscaux. La Banque nationale souligne que certaines sous-catégories – à la situation financière solide – participent plus à l'épargne du troisième pilier des pensions. Les catégories ne bénéficiant que de ressources limitées demeurent, elles, sous-représentées parmi les participants au troisième pilier.

04.03 Karolien Grosemans (N-VA): Il est illusoire de croire que les recettes issues de la suppression de la déduction fiscale permettront de sauver le régime de pension. Sur le plan macroéconomique, l'épargne est synonyme d'investissement. C'est d'ailleurs notamment pour investir dans la vie économique que l'État a lancé l'épargne-pension.

Comme le ministre, la N-VA est favorable au renforcement et au développement du premier pilier mais dans le même temps, la population doit également être incitée à se constituer elle-même une épargne pour ses vieux jours.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la campagne de sensibilisation concernant le relèvement de l'âge réel de la pension" (n° 1184)

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Nul ne conteste le trop grand fossé qui sépare l'âge effectif de l'âge légal de la retraite. Les citoyens doivent prendre conscience du fait qu'ils devront travailler plus longtemps. En Finlande, une campagne de sensibilisation a été menée dans les années 90. La Belgique prévoit-elle également une telle campagne?

05.02 Michel Daerden, ministre (en néerlandais): Cette campagne de sensibilisation finlandaise avait pour slogan: "L'expérience est une richesse nationale." Dans la foulée de cette action, la France a également lancé une campagne en 2006, mais celle-ci n'a pas produit les résultats escomptés.

(En français) Il me semble que ce type de campagne est du ressort de la ministre de l'Emploi.

Il faudrait améliorer l'information concernant le droit à la pension et c'est en ce sens qu'on a initié les Points Pension et qu'on transmet désormais aux salariés, dès l'âge de 35 ans, des informations devant leur permettre d'effectuer des choix éclairés.

J'ai organisé, le 25 novembre dernier, un colloque européen sur l'information à prodiguer aux travailleurs sur leurs droits actuels et futurs en matière de pension.

Je suis donc conscient de la campagne. J'estime que ce n'est pas à moi à la faire mais pourquoi pas? Je ne m'y oppose pas.

05.03 Karolien Grosemans (N-VA): Je me réjouis que le ministre envisage de lancer une campagne de sensibilisation. Une telle campagne doit toutefois être axée sur l'information: il ne s'agit pas de divertir, mais de sensibiliser.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Zuhal Demir au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la pension des indépendants, une situation préoccupante" (n° 1186)

06.01 Zuhal Demir (N-VA): Le gouvernement néglige les pensions des indépendants depuis plusieurs

décennies déjà. De ce fait, les indépendants qui ont atteint l'âge légal de la pension sont souvent contraints de travailler plus longtemps. Il ressort d'une étude que 7 % des indépendants sont toujours actifs après 65 ans.

Que pense le ministre de cette situation navrante? Que fera-t-on pour atténuer, à terme, les écarts importants qui existent entre les pensions des indépendants, des salariés et des fonctionnaires?

06.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Les régimes des pensions des indépendants et des salariés sont fort comparables. Dans les deux cas, la pension varie en fonction des revenus professionnels pendant la carrière. La pension moyenne des indépendants est inférieure à celle des salariés parce que les revenus professionnels qui entrent en compte pour le calcul de la pension sont inférieurs.

Tous les régimes de pension garantissent une pension minimum qui a régulièrement été majorée. La pension minimum pour les travailleurs indépendants s'élève, depuis la majoration d'août 2010, à 965 euros au taux isolé et à 1 258 euros au taux ménage. L'écart avec la pension minimum pour les travailleurs salariés se rétrécit de plus en plus et s'élève actuellement à environ 60 euros au taux isolé et à 72 euros au taux ménage.

(*En français*) J'ai plaidé pour que ces pensions soient portées durant la prochaine législature à 1 150 euros net pour les indépendants et pour les salariés ayant une carrière complète.

06.03 Zuhail Demir (N-VA): Alors que, pour les indépendants, il n'est pas exceptionnel de continuer à travailler au-delà de 65 ans, les travailleurs salariés et les fonctionnaires arrêtent de travailler à un âge de plus en plus en plus précoce. Les travailleurs indépendants paient eux aussi des contributions sociales. Or selon le Syndicat national des indépendants, la pension moyenne d'un fonctionnaire est de 2 241 euros, celle d'un travailleur salarié de 1 100 euros, la pension moyenne d'un travailleur indépendant ne dépassant pas 760 euros. Cette différence est par trop importante.

06.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Affaires courantes ou non, c'est un vrai problème. J'espère qu'un large consensus se dégagera pour atteindre 1 150 euros net pour ceux qui ont une carrière complète, indépendants ou salariés.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Karolien Grosemans au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les périodes assimilées" (n° 1187)

07.01 Karolien Grosemans (N-VA): Certaines périodes assimilées à des périodes d'activité entrant en ligne de compte pour le calcul de la pension sont contestables et minent la capacité financière de notre régime de pension. Une limitation est donc inévitable. Le ministre partage-t-il ce point de vue?

07.02 Michel Daerden, ministre (*en néerlandais*): Certaines périodes d'inactivité sont en effet prises en compte pour le calcul de la pension. L'allocation accordée varie alors en fonction de la nature spécifique de la période concernée. Je transmettrai à Mme Grosemans une liste énumérant les principales périodes assimilées par régime.

(*En français*) Il y a des périodes d'inactivité involontaire liées à la maladie, à un accident de travail, au chômage. S'il devait être décidé de revenir sur la liste des périodes assimilées pour la restreindre, cela ne pourrait valoir que pour le futur.

On ne change pas les règles en cours de route.

De plus, les périodes assimilées sont le fruit de la concertation sociale. Elles ne peuvent être modifiées sans proposition du Conseil National du Travail ou du Conseil Central de l'Économie.

07.03 Karolien Grosemans (N-VA): Le système des pensions constitue aussi une assurance au sens

propre du terme qui requiert un équilibre entre les recettes – les contributions – et les dépenses – les allocations. Actuellement, cet équilibre est inexistant.

La liste des périodes assimilées est très longue, ce qui est entre autres largement dû à la différence statutaire entre travailleurs, fonctionnaires et indépendants.

L'incident est clos.

08 Question de M. Georges Gilkinet au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "l'avis de la Commission européenne quant au traitement jugé discriminatoire des primes d'épargne-pension par la Belgique" (n° 1310)

08.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): La Commission a décidé, le 23 novembre, de traduire la Belgique devant la Cour européenne de justice en raison du fait que le Code belge des impôts sur le revenu prévoit que les paiements effectués pour la constitution d'un compte d'épargne-pension individuel, pour la constitution d'un compte d'épargne-pension collectif ou à titre de primes d'assurance-pension ne peuvent faire l'objet d'un allègement fiscal que s'ils sont versés en Belgique. Cette restriction est, aux yeux de la Commission, disproportionnée et discriminatoire et dissuade les contribuables belges d'investir dans d'autres États membres.

Cette position est inquiétante car il est primordial de favoriser le placement de l'épargne des Belges dans des fonds belges, tant du point de vue du contrôle prudentiel que pour le soutien de notre économie. Nous avons d'ailleurs déposé des propositions de loi allant dans ce sens.

Quelles pistes envisagez-vous pour répondre à la Commission et pour maintenir, à défaut d'un investissement dans le premier pilier et de nouvelles règles prudentielles pour le deuxième pilier, un système visant à favoriser le placement de l'épargne dans des établissements ou fonds belges en vue de soutenir notre économie réelle?

08.02 Michel Daerden, ministre (*en français*): Il est évident que l'investissement des fonds de pension constitue déjà un problème en Belgique, la tendance étant d'investir à l'étranger.

Cette question est du ressort du ministre des Finances. Si je dois être associé à la réponse je le serai de bon cœur.

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Je vais interroger le ministre des Finances mais dans les scénarios que vous évoquez sur l'avenir des pensions, vous avancez la généralisation du deuxième pilier. Je ne suis pas tout à fait d'accord pour les raisons que vous avez évoquées dans votre réponse à mes collègues de la N-VA et je ne voudrais pas que la situation de gouvernement en affaires courantes l'empêche de répondre.

08.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Il doit répondre!

08.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Et correctement!

08.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): Je suppose que le ministre des Finances vous répondra.

08.07 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est une question posée non seulement au ministre des Finances, mais à l'ensemble du gouvernement et, en votre qualité de ministre des Pensions, vous devez exiger d'être associé à la réponse. Nous devons défendre notre modèle de contrôle prudentiel. La situation politique difficile ou l'absence de réponse ne doivent pas conduire à remettre en cause ce qui me semble indispensable dans notre modèle. Aussi, je vous demande d'élaborer avec le ministre des Finances la réponse à ma question et de défendre le système tel qu'il existe.

08.08 Michel Daerden, ministre (*en français*): Lui poserez-vous votre question?

Le **président**: Votre question doit être redéposée.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11 h 23.

De vergadering wordt geopend om 10.21 uur en voorgezeten door de heer Yvan Mayeur.

01 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de verhoging van sociale bijdragen om de eerste pijler te vrijwaren" (nr. 1185)

01.01 Karolien Grosemans (N-VA): Er wordt volop gezocht naar middelen om het pensioenstelsel leefbaar te houden. Zullen de sociale bijdragen voor werkgevers opgetrokken worden? Nog hogere loonkosten zullen echter de concurrentiepositie van de Belgische bedrijven verder ondermijnen.

01.02 Minister Michel Daerden (Frans): Ik heb een principiële probleem met de meeste vragen die hier worden gesteld.

Heel wat van die vragen kwamen al aan bod in het Groenboek. In het Witboek zouden er antwoorden en oplossingen moeten worden aangereikt. Door het ontslag van de regering kan ik de Nationale Pensioenconferentie evenwel niet bijeenroepen.

(Nederlands) Aangezien de regering sindsdien in een periode van lopende zaken is, is het vandaag onmogelijk om in haar naam een politieke stelling naar voren te schuiven.

(Frans) Ik zal de parlementaire werkzaamheden respecteren. Ik onderstreep dat het om louter persoonlijke standpunten gaat, waar de regering noch mijn partij door gebonden is. Maar welk standpunt moet men innemen in een periode van lopende zaken?

Ik kom nu op de bepalingen met betrekking tot de vrijwaring van de eerste pensioenpijler.

(Nederlands) De inkomsten uit roerend en onroerend vermogen moeten meer dan nu aan ons sociale zekerheidssysteem bijdragen.

(Frans) Idealiter zouden de sociale bijdragen op de inkomsten uit arbeid niet mogen stijgen. Maar alle vormen van sociale fraude moeten worden bestreden. Doordat zwartwerk niet bijdraagt tot de solidariteitsinspanning verzwakt het onrechtstreeks de kosten van reguliere arbeid.

(Nederlands) Het globaal beheer van de sociale zekerheid van de werknemers en dat van de zelfstandigen ontvangt tussen de 33 en 40 procent van zijn inkomsten uit belastingen. Bijgevolg is de strijd tegen de fiscale fraude het instrument bij uitstek om de solidariteit ten voordele van de wettelijke pensioenen te versterken.

(Frans) Ik ben van oordeel dat de tweede pijler moet worden uitgebreid tot alle werknemers, maar voor de derde pijler zouden niet meer dezelfde aftrekmogelijkheden mogen gelden als nu het geval is, wat de schatkist enkele honderden miljoenen euro's zou moeten opleveren voor de financiering van de eerste of de tweede pijler.

Via een hervorming van de financiering van het Zilverfonds moeten we de komende jaren genoeg geldreserves opbouwen om de kosten van de vergrijzing en de gevolgen ervan voor de pensioenen te matigen. Door langer te blijven werken zouden vijftigplussers mijns inziens een vorm van intergenerationele solidariteit aan de dag leggen. Tot zover enkele persoonlijke overwegingen.

01.03 Karolien Grosemans (N-VA): Het is teleurstellend dat de minister nooit naar de commissies komt. En nu hij er wel is, zegt hij dat hij niet op de vragen kan antwoorden.

01.04 Minister Michel Daerden (Nederlands): Ik heb dat nooit gezegd.

De **voorzitter**: Enkele weken geleden hebben we een hele dag besteed aan de pensioenproblematiek met experts en met het Groenboek van de minister. Er is nu eenmaal een regering van lopende zaken. Wij kunnen niet veel meer doen dan dat.

01.05 Karolien Grosemans (N-VA): De minister wil niet spreken voor zijn partij of voor de regering, maar geeft zijn persoonlijke standpunt. Hij wil de loonkosten niet optrekken omdat de strijd tegen de sociale fraude genoeg zal opbrengen. Dit is echter geen antwoord op mijn vraag.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Raf Terwingen aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de onduidelijke interpretatie van de term 'werknemer' in artikel 5, § 7, van het KB van 23 december 1996 met betrekking tot het grenswerknemerspensioen voor grensarbeiders" (nr. 1196)

02.01 Raf Terwingen (CD&V): Grensarbeiders kunnen in aanmerking komen voor een grenswerknemerspensioen, als ze de Belgische nationaliteit hebben en als ze prestaties hebben geleverd in het werknemersstelsel. Sommigen voelen zich echter gediscrimineerd omdat alleen die arbeiders die in een statuut zitten zoals omschreven in het KB van 23 december 1996, aanspraak kunnen maken op een grenswerknemerspensioen. Dat geeft problemen, onder meer omdat bepaalde termen als werknemer een andere lading dekken in Nederland dan in België. Hoe kan het probleem worden opgelost?

02.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): Iemand die in Nederland als ambtenaar of als zelfstandige heeft gewerkt, kan geen aanspraak maken op een grenswerknemerspensioen. Enkel werknemers komen in aanmerking.

(Frans) De bedoelde periode wordt enkel in aanmerking genomen voor werknemerspensioenen. De periode van tewerkstelling als ambtenaar kan niet in aanmerking worden genomen. Bij twijfel gaat de RVP uit van de arbeidsovereenkomst.

De RVP betaalt meer dan 60 miljoen euro uit aan grenswerknemers, zonder dat deze Belgische socialezekerheidsbijdragen betalen. Wij weten niet hoeveel ambtenaren er in België verblijven en in Nederland werken. Zolang de RVP het pensioendossier niet heeft onderzocht, beschikt hij niet over gegevens betreffende de buitenlandse loopbaan van de toekomstige gepensioneerden. Het is dus noodzakelijk dat er een onderzoek plaatsvindt naar de loopbaan in het buitenland.

Tijdens het Belgische voorzitterschap van de Raad van ministers van de EU heb ik bij mijn collega's aandacht gevraagd voor de geautomatiseerde uitwisseling van gegevens op Europees niveau.

(Nederlands) Verscheidene kantoren van de Rijksdienst voor Pensioenen – bijvoorbeeld Hasselt – ontvangen buitenlandse sociale verzekeringsinstellingen opdat ze werknemers en gepensioneerden zo goed mogelijk zouden kunnen informeren en dat moet worden aangemoedigd.

Ik zal het verzoek van de heer Terwingen aan de Nationale Pensioenconferentie bezorgen.

02.03 Raf Terwingen (CD&V): De minister wijst erop dat de grensarbeiders een Belgisch pensioen krijgen, zonder sociale bijdragen te hebben geleverd. Ik neem aan dat er een wisselwerking tussen de landen is en dat het gegeven op Europees vlak moet worden bekeken.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Miranda Van Eetvelde aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het opbouwen van pensioenrechten door geneesheren (specialisten) en het plafond voor cumulatie van pensioenen met beroepsinkomsten" (nr. 1582)

03.01 Miranda Van Eetvelde (N-VA): Voor een geneesheer-specialist is het de facto onmogelijk een volledige loopbaan van 45 jaar op te bouwen. Studiejaren kunnen enkel meetellen bij de pensioenberekening wanneer de studietijd vanaf 20 jaar geheel wordt geregulariseerd.

Hoe rechtvaardigt de minister dat periodes van inactiviteit door werkloosheid wel worden meegenomen in de pensioenberekening, terwijl periodes van activiteit in het kader van opleiding – waarvoor toch socialezekerheidsbijdragen worden betaald – niet worden meegeteld in de pensioenberekening? Is de minister gewonnen voor een aanpassing? Hoe staat hij tegenover een ruimer inkomstenplafond voor cumulatie met pensioen of overlevingspensioen?

03.02 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Het technische gedeelte is voor mij een eitje, maar op het einde heb ik er wel problemen mee.

(*Nederlands*) In beginsel zijn de geneesheer-specialisten in opleiding onderworpen aan een onvolledig sociaal statuut. Zij betalen sinds juli 2009 bijdragen en ze zijn verzekerd voor ziekte en invaliditeit en kinderbijslag voor werknemers. Er worden geen bijdragen afgehouden voor de pensioenen. Om die reden bouwt men geen pensioenrechten op.

(*Frans*) Een geneesheer-specialist in opleiding betaalt dus geen pensioenbijdragen! De enige manier om die pensioenbreuk in het stelsel voor de loontrekkenden te regulariseren bestaat erin binnen tien jaar na het einde van de opleiding de bijdragen voor die periode te betalen. Dat is niet eerlijk, aangezien zelfstandigen hun bijdragen kunnen regulariseren tot vlak voor hun pensioen. Ik heb de RVP dan ook gevraagd na te denken over een harmonisering van de stelsels.

Dan is er nog het verhogen van het cumulatieplafond: ik ben voorstander van het optrekken van het bedrag van de beroepsinkomsten dat met een pensioenuitkering mag worden gecumuleerd. Moet dat al kunnen vóór of pas na de leeftijd van 65 jaar? Daarover moet nog worden gereflecteerd, maar ik pleit voor een uitbreiding van de toegestane arbeid.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de hervorming van de derde pensioenpijler" (nr. 1044)

04.01 Karolien Grosemans (N-VA): De voorstellen van de minister voor een hervorming van de derde pijler van het pensioenstelsel berusten op een aantal veronderstellingen: dat de afschaffing van het gunstige fiscale stelsel van het pensioensparen zal leiden tot minder pensioensparen, dat de gezinnen dit geld vlotter zullen consumeren en dat dit fenomeen er via de belastingen voor zal zorgen dat de overheid de eerste pijler van het pensioen makkelijker kan financieren. Hij zegt ook dat het geld dat gezinnen nu sparen voor hun pensioen, uit de economie verdwijnt. Kan de minister deze stellingen onderbouwen?

04.02 Minister **Michel Daerden** (*Nederlands*): De derde pijler valt onder het individuele sparen en die wordt momenteel te royaal ondersteund door een belastingaftrek. We zouden deze middelen kunnen recupereren voor de eerste en tweede pensioenpijler.

(*Frans*) Als een systeem minder gesubsidieerd wordt, dreigt het ook minder aantrekkelijk te worden voor de burger.

In deze context wil ik verwijzen naar het antwoord van 11 september 2009 van de minister van Financiën op een vraag in verband met de kosten van de derde pijler. In 2007 zou het systeem 648 miljoen euro hebben gekost en 178 miljoen hebben opgebracht. Maar als men enkel de gegevens over één jaar evalueert, houdt men geen rekening met het verschil tussen het ogenblik van de inning van de ontvangsten en dat van de toekenning van de belastingvrijstellingen.

Vaak zijn het de hoge inkomens die van deze fiscale voordelen profiteren. Bovendien zorgt het systeem ervoor dat hoe meer men verdient, hoe groter het fiscaal voordeel is. De Nationale Bank benadrukt dat bepaalde subcategorieën – met een sterke financiële positie – meer aan pensioensparen doen in het kader van de derde pensioenpijler. De categorieën die slechts over bescheiden middelen beschikken, zijn ondervertegenwoordigd in de derde pijler.

04.03 Karolien Grosemans (N-VA): Dat het pensioenstelsel kan worden gered met de opbrengsten van de

afschaffing van de fiscale aftrek, is een fabel. Macro-economisch is sparen gelijk aan investeren. Dat was meteen ook een van de redenen van de overheid om te starten met pensioensparen: om geld te investeren in het bedrijfsleven.

N-VA is, net zoals de minister, voor het versterken en de uitbouw van de eerste pijler. Maar de bevolking moet er daarnaast ook toe worden aangezet om zelf te sparen voor de oude dag.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "de sensibiliseringscampagne met betrekking tot het optrekken van de feitelijke pensioenleeftijd" (nr. 1184)

05.01 Karolien Grosemans (N-VA): Niemand betwist dat de kloof tussen de feitelijke en de wettelijke uittredingsleeftijd te groot is. Mensen moeten er zich bewust van worden dat langer werken noodzakelijk is. In Finland voerde men in de jaren 90 een sensibiliseringscampagne. Overweegt ook België zo'n campagne?

05.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): De slogan van die Finse bewustmakingscampagne luidde: 'Ervaring is een nationale rijkdom.' In navolging hiervan lanceerde Frankrijk in 2006 ook een campagne, die niet tot de verwachte resultaten leidde.

(Frans) Zo'n campagne valt volgens mij veeleer onder de bevoegdheid van de minister van Werk.

De voorlichting over het recht op pensioen moet worden verbeterd. Daartoe werden er al Pensioenpunten opgericht en krijgen loontrekkenden vanaf de leeftijd van 35 jaar voortaan informatie op grond waarvan ze weldoordachte keuzes kunnen maken.

Op 25 november jongstleden heb ik een Europees colloquium georganiseerd, waarop werd uiteengezet welke informatie de werknemers over hun huidige en toekomstige pensioenrechten dienen te krijgen.

Ik ben dus wel degelijk op de hoogte van die campagne. Hoewel het niet aan mij is om zo'n initiatief te nemen, ben ik er in principe niet tegen.

05.03 Karolien Grosemans (N-VA): Het is positief dat de minister een sensibiliseringscampagne overweegt. Zo'n campagne moet informatief zijn: we moeten de mensen niet amuseren, maar sensibiliseren.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Zuhail Demir aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het pensioen voor zelfstandigen, een schrijnende situatie" (nr. 1186)

06.01 Zuhail Demir (N-VA): Het pensioen van de zelfstandigen wordt al decennialang minderwaardig behandeld door de overheid. Daardoor zijn pensioengerechtigde zelfstandigen vaak genoodzaakt om langer te blijven werken. Uit een studie blijkt dat 7 procent van de zelfstandigen na 65 jaar nog actief is.

Wat is de visie van de minister op deze schrijnende toestand? Hoe zullen de grote verschillen tussen de pensioenen van zelfstandigen, werknemers en ambtenaren op termijn verkleind worden?

06.02 Minister Michel Daerden (Nederlands): De pensioenregeling voor zelfstandigen en voor werknemers is sterk gelijklopend. In beide stelsels is de hoogte van het pensioen afhankelijk van de beroepsinkomsten tijdens de loopbaan. Het gemiddeld pensioen van de zelfstandigen ligt lager dan dat van de werknemers, omdat de beroepsinkomsten die in aanmerking genomen worden voor de pensioenberekening, lager zijn.

In alle pensioenstelsels wordt een minimumpensioen gewaarborgd, dat regelmatig verhoogd werd. Voor zelfstandigen bedraagt het minimumpensioen sinds de verhoging in augustus 2010 965 euro voor een alleenstaande en 1.258 euro voor een gezin. Het verschil met het minimumpensioen voor werknemers wordt steeds kleiner en bedraagt nu ongeveer 60 euro voor een alleenstaande en 72 euro voor een gezin.

(Frans) Ik heb ervoor gepleit dat die pensioenen tijdens de volgende legislatuur worden opgetrokken tot

1.150 euro netto voor zelfstandigen en voor loontrekkenden met een volledige loopbaan.

06.03 **Zuhail Demir** (N-VA): Terwijl de zelfstandigen vaak nog na hun 65ste blijven werken, stoppen werknemers en ambtenaren almaal vroeger met werken. Zelfstandigen betalen ook sociale bijdragen. Volgens het Nationaal Syndicaat voor Zelfstandigen bedraagt het gemiddeld pensioen voor een ambtenaar 2.241 euro, voor een werknemer 1.100 euro en voor een zelfstandige slechts 760 euro. Dat verschil is veel te hoog.

06.04 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Lopende zaken of niet, dat is een reëel probleem. Ik hoop dat er een ruime consensus kan worden gevonden voor het optrekken van de pensioenen tot 1.150 euro netto voor zelfstandigen en loontrekkenden met een volledige loopbaan.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van mevrouw Karolien Grosemans aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "gelijkgestelde periodes" (nr. 1187)**

07.01 **Karolien Grosemans** (N-VA): Sommige gelijkgestelde periodes die meetellen voor de berekening van het pensioen, zijn betwistbaar en ondergraven de financiële draagkracht van ons pensioenstelsel. Een beperking is bijgevolg onvermijdelijk. Gaat de minister hiermee akkoord?

07.02 Minister **Michel Daerden** (*Nederlands*): Bepaalde periodes van inactiviteit worden inderdaad meegenomen in de berekening van het pensioen. De gehanteerde vergoeding varieert daarbij volgens de specifieke aard van de periode. Ik zal mevrouw Grosemans een lijst bezorgen met de voornaamste gelijkstellingen per regeling.

(*Frans*) Er bestaan perioden van onvrijwillige inactiviteit, bijvoorbeeld ten gevolge van ziekte, een arbeidsongeval of werkloosheid. Als men zou beslissen de lijst met gelijkgestelde perioden in te perken, dan kunnen die beperkingen enkel voor de toekomst gelden.

Men mag de spelregels niet veranderen tijdens het spel.

Bovendien zijn de gelijkgestelde perioden het resultaat van het sociaal overleg. Ze kunnen slechts gewijzigd worden op voorstel van de Nationale Arbeidsraad of de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven.

07.03 **Karolien Grosemans** (N-VA): Het pensioenstelsel is ook een verzekering in de pure zin van het woord, dat een evenwicht vereist tussen inkomsten – de bijdragen – en uitgaven – de uitkeringen. Dit evenwicht is nu volledig zoek.

Het lijstje van gelijkgestelde periodes is enorm lang, wat ook in grote mate afhangt van het statutaire onderscheid tussen een werknemer, ambtenaar of zelfstandige.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het advies van de Europese Commissie met betrekking tot de discriminerende behandeling van pensioenspaarbijdragen door België" (nr. 1310)**

08.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): De Europese Commissie besliste op 23 november jongstleden om België voor het Europese Hof van Justitie te dagen, omdat het Belgische Wetboek van de inkomstenbelastingen voorschrijft dat de betalingen voor het aanleggen van een individuele spaarrekening, het aanleggen van een collectieve spaarrekening of als premie van een spaarverzekering in het kader van het pensioensparen enkel in aanmerking komen voor een belastingvermindering als die bedragen in België worden betaald. Die beperking is volgens de Commissie onevenredig en discriminatoir, en weerhoudt de Belgische belastingplichtigen ervan in pensioenfondsen in andere EU-lidstaten te investeren.

Dat standpunt baart mij zorgen, want het is essentieel dat de Belgen aangemoedigd worden om hun spaargeld in Belgische fondsen te beleggen, zowel om prudentieel toezicht te kunnen uitoefenen als om onze

economie te ondersteunen. We hebben trouwens wetsvoorstellen in die zin ingediend.

Hoe denkt u de Commissie van antwoord te dienen, en bij gebrek aan investeringen in de eerste pijler en nieuwe prudentiële regels voor de tweede pijler, een systeem te handhaven waarmee men ervoor tracht te zorgen dat het spaargeld in Belgische instellingen of fondsen wordt belegd teneinde onze reële economie te ondersteunen?

08.02 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Het is duidelijk dat de investeringen van de pensioenfondsen in België nu al een probleem vormen. Er wordt dan ook meer en meer geopteerd voor buitenlandse investeringen.

Deze vraag behoort echter tot de bevoegdheid van de minister van Financiën. Indien ik een inbreng moet hebben in het antwoord: met veel plezier.

08.03 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Ik zal deze vraag aan de minister van Financiën richten. Wanneer u het over de toekomst van de pensioenen hebt, schuift u echter zelf de veralgemening van de tweede pijler naar voren. Ik heb daarbij een aantal bedenkingen om de redenen die uzelf formuleerde in uw antwoord aan mijn collega's van de N-VA. Ik zou niet willen dat de regering in deze situatie van lopende zaken nalaat om een antwoord te formuleren.

08.04 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Ze moet wel degelijk antwoorden!

08.05 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): En op de juiste manier!

08.06 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Ik neem aan dat de minister van Financiën u een antwoord zal geven.

08.07 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen!): Die vraag is niet alleen aan de minister van Financiën, maar aan de voltallige regering gericht, en als minister van Pensioenen moet u eisen dat u bij het antwoord wordt betrokken. Wij moeten ons model voor prudentieel toezicht verdedigen. De moeilijke politieke situatie of het uitblijven van een antwoord mogen er niet toe leiden dat de in mijn ogen essentiële onderdelen van ons model ter discussie gesteld worden. Ik vraag u dan ook om samen met de minister van Financiën het antwoord op mijn vraag te formuleren en het bestaande stelsel te verdedigen.

08.08 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Zal u hem uw vraag stellen?

De **voorzitter**: U moet uw vraag opnieuw indienen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.23 uur.